

✘ Sur la base d'un mémoire de master, ce petit livre a pour ambition de présenter au grand public intéressé par les questions de défense les différents aspects et paramètres de ce grave sujet : les nations européennes ont-elles encore la possibilité (et même le souhaitent-elles) d'assurer leur propre défense. On observe une nouvelle fois que le volume est préfacé par le général chef d'état-major de l'armée de terre, ce qui témoigne de sa volonté de soutenir concrètement les « militaires-auteurs » : « *A travers lui [Jean-Baptiste Vouilloux], je voudrais également saluer le travail de ces jeunes officiers qui prennent part à la vie de la cité en contribuant à des réflexions de fond* ».

L'auteur précise dans son introduction que « *la démilitarisation de l'Europe n'est pas un épiphénomène ou une dynamique passagère* », mais « *correspond à une évolution animée par des forces profondes de nature politique, culturelle et sociale* ». C'est dire l'ampleur du dossier qu'il prend pourtant à bras le corps à travers un plan pédagogique, organisé en six chapitres eux-mêmes regroupés en trois grandes parties : « L'Europe militaire dans le monde » (« Un contexte défavorable en Europe » et « Une dynamique inverse dans le reste du monde ») permet de faire un point de situation, qui n'est pas à l'avantage de nos nations ; « Les causes profondes de la démilitarisation européenne » (« L'éloignement de la guerre » et « La démilitarisation des sociétés européennes ») permet d'étendre la réflexion aux composantes intellectuelles, morales et culturelles ; « Conséquences et limites de la démilitarisation de l'Europe » (« Les conséquences de la démilitarisation de l'Europe » et « La démilitarisation de l'Europe n'est pas irréversible »), qui paradoxalement tout en dressant un tableau sombre des réalités et perspectives actuelles ne s'en termine pas moins sur une note d'espoir : « *Ce mouvement n'est pas irréversible, à condition que les Européens saisissent les opportunités qui se présentent, fassent preuve de lucidité et s'accordent sur une vision commune de leur sécurité* ». Là réside peut-être notre divergence avec l'auteur, mais après tout il faut bien trouver une conclusion, et autant faire en sorte qu'elle soit relativement optimiste... Au fil du texte, on apprécie les encarts qui précisent telle situation particulière, tel élément de doctrine ou telle évolution politico-diplomatique, ainsi que les notes de bas de page qui fournissent toutes les références souhaitables. Par ailleurs, les amateurs français apprécieront que la bibliographie comporte de nombreux titres anglo-saxons, qu'il s'agisse de documents officiels, d'ouvrages classiques, d'articles de revues scientifiques ou de presse grand public.

Si la pagination reste limitée, le fond du texte est solide, les chiffres sont donnés et les exemples appuient le discours. Un petit volume riche et dense qui pose clairement les données du problème et sera sans doute d'une très grande utilité pour tous les étudiants et amateurs.

Argos, Paris, 2013, 162 pages, 12 euros.

Jean-Baptiste Vouilloux a bien voulu répondre à quelques questions complémentaires :

Question : Vous constatez que « les dépenses militaires augmentent spectaculairement sur tous les continents », sauf en Europe. Sans tomber dans le fantasme, peut-on (doit-on) y voir une menace directe ?

Réponse : De 2010 à 2012, 21 des 27 Etats membres de l'Union Européenne ont baissé, ou simplement maintenu, leur budget de dépense. Parmi eux, 7 ont consenti des baisses de plus de 10%. Or, selon certaines études, la totalité de ces budgets militaires européens devraient être largement dépassée par le budget de défense chinois d'ici 2015. Il n'y a pas que la Chine : l'Inde, la Russie, l'Arabie Saoudite, l'Algérie et le Brésil, pour citer quelques exemples, ne cessent d'augmenter leurs investissements militaires. De deux choses l'une : ou ces puissances émergentes se fourvoient et gaspillent leur argent ou c'est nous, Européens, qui nous nous leurrons. Je pencherais plutôt pour la deuxième solution. Aussi, sans tomber dans le catastrophisme ou la paranoïa, il est permis de s'interroger sur un tel décalage de perceptions, d'autant plus que l'environnement stratégique de l'Europe demeure assez anxiogène : en tous cas, cet essai tâche d'en comprendre les causes.

Question : Si le problème est bien sûr budgétaire et financier, il est aussi (surtout ?) pour vous culturel et vous êtes en particulier très critique sur la politique européenne de défense et de sécurité. Pourriez-vous développer ?

Réponse : Le contexte économique européen est évidemment déterminant car il motive les politiques de rigueur budgétaire. Mais si les budgets de défense sont prioritairement ciblés, c'est en raison d'un particularisme bien européen. A l'origine, il existe une volonté de sortir de l'Histoire en raison d'un passé collectif particulièrement belliqueux : ce rejet de la violence a inspiré l'établissement d'une longue paix européenne. Aussi, la guerre ayant disparue de l'horizon immédiat des Européens (si l'on excepte l'ex-Yougoslavie), les dépenses militaires leur semblent de moins en moins prioritaires, d'autant plus que nombre de pays comptent sur la protection américaine en cas de menace réelle. Quant à la PSDC, je ne la stigmatise pas car, après tout, elle est à l'image des efforts que nous voulons bien consentir. Au contraire, je pense qu'il est primordial que les Européens entretiennent une ambition stratégique autonome au sein de la PSDC. Je dis seulement que les structures bruxelloises doivent se départir d'un certain tropisme pacifiste. De plus, il n'est pas acceptable que cette ambition de défense ne repose que sur quelques pays, les autres se contentant de sous-traiter leur sécurité auprès de l'OTAN et donc des Américains.

Question : A votre connaissance, quel est le pays qui a connu la plus forte déflation de ses effectifs militaires ces dernières années ? Comment l'expliquez-vous ?

Réponse : Certains pays d'Europe orientale ou centrale pratiquent la politique du moindre effort dans le domaine militaire (Bulgarie, Slovaquie, Lituanie, Slovénie etc.) mais ce ne sont pas les cas les plus intéressants à étudier. D'autres pays, comme la Grèce et l'Espagne sont littéralement asphyxiés par la crise et n'investissent plus dans de nouveaux programmes. L'Autriche et la Belgique sont des cas assez saisissants : voilà deux Etats qui, malgré un passé militaire réel, cantonnent leurs maigres forces terrestres à des fonctions humanitaires ou à des tâches de subsidiarité au sein des grandes coalitions. Sans parler des Pays-Bas qui viennent d'envoyer à la casse la totalité de leurs chars de combat. Quant à l'Allemagne, qui aurait les moyens de devenir la première puissance militaire européenne (puissance nucléaire exclue), elle ne souhaite pas tenir ce rôle et se bride politiquement. Ce renoncement général ne s'explique pas uniquement par des raisons économiques, il s'appuie aussi sur une perception faussée des menaces et une déresponsabilisation assumée. Seules la France et la Grande-

Bretagne manifestent encore une volonté de puissance militaire mais le fardeau est de plus en plus lourd à porter.

Question : Vous écrivez en conclusion que « l'Europe est à la croisée des chemins » : mais ne sommes-nous pas en train de dépasser le carrefour ... ?

Réponse : J'ai voulu éviter les écueils du déclinisme et du catastrophisme qui constituent des postures intellectuelles confortables : l'extraordinaire patrimoine militaire de l'Europe ne sera pas effacé d'un trait de plume. Non seulement il n'est pas trop tard mais il existe des signes positifs car de plus en plus de penseurs et de décideurs prennent conscience des enjeux de défense et de sécurité. Même les institutions européennes s'inquiètent ouvertement de cette démilitarisation. A ce titre, les œillères idéologiques de la fin du 20^e siècle tendent à s'estomper et il n'est plus honteux d'évoquer la protection des intérêts ou le recours à la force. Mais il faudra un immense courage politique aux décideurs européens car il serait irénique de tabler sur une amélioration brutale du contexte économique. Ils devront donc prioriser leurs choix budgétaires en risquant l'impopularité afin que l'Europe ne devienne pas un nain militaire. De même, les populations européennes devront cesser de limiter leurs réflexions stratégiques aux frontières de leur pays car si l'environnement immédiat de l'Autriche demeure militairement très rassurant, il en est tout autrement de la périphérie de l'Europe.

Question : Vous évoquez aussi la place du militaire dans les sociétés européennes. Peut-on là aussi parler de démilitarisation ?

Réponse : Indéniablement et les exemples sont multiples. Plus ramassées numériquement, les armées professionnelles sont déjà moins visibles au sein des sociétés européennes. Elles cultivent des vertus de collectivité et d'abnégation en décalage avec les valeurs postmodernes contemporaines. Dans les pays (majoritaires) qui ont abandonné ou suspendu la conscription, les populations ont le plus grand mal à se figurer le quotidien d'un soldat ou d'une famille de militaire. Socialement, le statut d'officier est complètement dévalorisé par rapport à ce qu'il fut jadis au sein des élites européennes. En clair, un militaire a parfois l'impression d'être considéré comme un extra-terrestre par ses concitoyens. Et je ne parle pas des dynamiques de judiciarisation, de civilianisation ou d'externalisation qui tendent à supprimer la spécificité militaire. Cette démilitarisation sociétale sera aussi difficile à enrayer car elle ne se résout pas à coups de budgets mais repose principalement sur des enjeux de communication. D'où l'importance de ce que l'on appelle en France le lien Armée-Nation.

Merci très vivement pour ces réponses malgré tout optimistes, et plein succès pour votre livre.

Nota : Ces propos n'engagent que l'auteur et non son institution d'appartenance. Jean-Baptiste Vouilloux précise également que « l'intégralité des droits d'auteur perçus sur les ventes de ce livre sera reversée à l'association Terre Fraternité », qui oeuvre au bénéfice des blessés et de leurs familles.

Propos recueillis par notre collaborateur Rémy PORTE du blog « [Guerres & conflits, XIXe - XXIe siècles](#) »